

Cet ouvrage collectif édité en 2011 est une contribution à la connaissance du champ religieux dans la société sénégalaise actuelle, mais il éclaire aussi sur les racines des rapports religion-politique et des recompositions en cours.

Les contributions portent principalement sur la place des confréries religieuses, de leur approche du politique, de leur implication dans le soutien de personnalités politiques de premier plan mais aussi dans un travail d'intervention dans la société qui recoupe ou compense et appuie celui des institutions politico-administratives.

La lecture de ce livre peut se faire synthétiquement en deux temps qui ne correspondent pas à la chronologie déclinée dans le sommaire des contributions mais qui identifient deux axes complémentaires : d'une part l'exploration du rapport au politique (Cheikh Gueye et A Seck, Abdou Salam Fall, Mamadou Bodian) d'autre part le dernier article de Selly Ba plus pointu et instructif sur la place des acteurs religieux dans l'économie sénégalaise.

La première contribution, de Cheikh Gueye, rappelle l'importance historique des confréries dans l'histoire sociale et politique du Sénégal. C'est particulièrement le cas des Tidjanes, des Mourides, des Layènes et des Qadriya. Pendant la période coloniale, la puissance occupante après avoir pris la mesure du poids de ces confréries et de leur capacité à encadrer politiquement la société, a œuvré à les ramener sur le terrain de la participation en qualité d'acteurs de médiation. C'est la naissance du « Contrat social sénégalais » qui consacre le statut de médiateur de ces acteurs religieux. Ces derniers, sans avoir en principe d'engagement politique direct, ni de projet de type dynastique, apparaissent néanmoins comme des groupes très influents et en mesure de peser sur le cours des affaires politiques. Après l'indépendance du Sénégal ce « contrat social » dans ses grandes orientations reste valable mais il se recompose dans la mesure où l'intervention des confréries prend plus d'ampleur. En effet sans jamais prétendre à exercer le pouvoir politique directement ou même par délégation explicite, leurs

interventions deviennent à la fois incontournables et décisives pour les forces politiques et les destinées des hommes politiques. Léopold Sédar Senghor bénéficie d'une forte intervention des Tidjanes ; son successeur Abdou Diouf doit aussi ses deux mandats à cette confrérie, tandis qu'Abdoulaye Wade revendique explicitement sa qualité d'adepte Mouride. Cette confrérie, qui lui rend bien cette allégeance sera identifiée comme tenant le pouvoir par le biais de son illustre adepte.

Cette situation ouvre la voie à une double tension : une protestation des autres confréries qui est la conséquence de l'ostentation politique des Mourides, soutiens d'A. Wade et un questionnement certainement inquiet des acteurs politiques sur le principe de laïcité de L'Etat sénégalais. Le débat est donc autant engagé dans le champ religieux que dans le champ politique. Cette situation induit un repositionnement des autorités khalifales (direction des confréries) qui pourrait s'exprimer par une prise de distance par rapport aux joutes et compétitions politiques, et en particulier par le refus de soutien direct lors des élections. Mais pour autant la pression qu'exercent les acteurs religieux, de différentes manières, demeure considérable. Toutefois la configuration des rapports de force et des modalités d'intervention, chemin faisant, s'est renouvelée.

C'est la contribution de Mamadou Bodian et El Hadj Malick Sy Camara qui, à travers l'analyse de l'appropriation du débat sur la bonne

gouvernance, met en perspective les transformations affectant le champ religieux. Dans le contexte des mutations économiques et sociales récentes qui a vu notamment la mise en œuvre de restructurations imposées par le FMI et la Banque mondiale, des acteurs religieux puisant des ressources dans le référent islamique s'emparent de thématiques inspirées des débats sur la bonne gouvernance « pour pallier à la faillite morale, politique, et économique de l'Etat et de la société sénégalaise ». Le discours et l'intervention des acteurs religieux, outillés par une « rhétorique » sur la bonne gouvernance, vise une conquête de l'espace public. Cette démarche est stratégiquement possible face à ce que les auteurs appellent « la déliquescence des partis politiques traditionnels ».

Si cela est possible c'est parce que le champ religieux connaît des changements qui indiquent des recompositions durables et profondes. Les confréries ont vu l'émergence en leur sein de tendances réformistes qui remontent à loin (années 1920) mais qui se formalisent et s'autonomisent au point de fonder des partis politiques. Leur assise sociale en gestation tout au long du XXe siècle par le biais d'une élite d'arabisants formée au Maghreb et au Moyen Orient investit les espaces de prédication et les médias. Les confréries comme celle des Mourides ne négligent pas non plus ces créneaux d'expression. Des descendants de marabouts opèrent des ruptures dans leur intervention et se tournent vers la critique sociale et politique contrastant ainsi avec la tradition de leurs parents.

De plus dans l'ensemble, les acteurs religieux se repositionnent en intégrant dans leur stratégie l'activisme citoyen.

Au total si l'acceptation traditionnelle du rapport chef religieux-adepte décliné dans une attitude de déférence et d'allégeance semble encore tenace, la réalité montre au contraire des bifurcations significatives des adeptes face à la chose politique. Si les Khalifes de confréries gardent une influence appréciable, les réseaux religieux eux se diversifient, innove dans leur approche du politique et de l'intervention dans la société. Les adeptes se montrent perméables à des prises de position plus individualistes quand il s'agit de choix politiques.

La contribution de Selly Ba est un exemple frappant de cette mutation de l'approche des questions sociales et politiques par les acteurs religieux. En effet à travers le cas d'une association religieuse islamique engagée dans la lutte contre le Sida, en collaboration avec l'Etat, on mesure les ajustements éthiques mis en œuvre pour passer du paradigme du Sida comme « une maladie des pervers » à celui d'une maladie comme les autres. Les auteurs soulignent l'efficacité du réseau contre le Sida appuyé par des acteurs religieux.

« Les usages des liens confrériques dans l'économie sénégalaise » est le champ exploré par Abdou Salam Fall. Quelle est l'influence des confréries dans les jeux économiques et financiers ? Les confréries imposent-elles une logique d'allégeance aux stratégies entrepreneuriales ? L'appartenance confrérique est-elle un atout dans les affaires ? L'auteur développe une analyse fouillée et surtout tout en nuance et précisions. Il n'y a pas une seule démarche mais une diversité de stratégies des acteurs économiques. Il est clair que les appartenances confrériques induisent des solidarités dans les jeux économiques. Elles sont en effet un atout dans les affaires. Mais il faut, comme y invite l'auteur, regarder de près. Ainsi certains rapports tiennent d'une relation *du don* et *contre-don*, à savoir ressources contre conseils et prières qui, sans doute, renforcent la légitimité de l'entrepreneur et lui procurent une protection symbolique.

Plus simplement la relation clientéliste, en contrepartie de l'allocation de ressources matérielles se justifie par un besoin d'ancrage, d'appartenance qui se matérialise par le statut d'adepte.

Les réseaux créés à partir de l'appartenance confrérique peuvent être individuels ou de groupes fortement soudés ou simplement convergents pour des intérêts à un moment donné. La filiation confrérique intervient au sein

des institutions sous forme du coup de pouce donné au confrère ou plus significativement par l'aide à l'octroi de franchises. Mais l'auteur cite aussi la figure du marabout vertueux qui privilégie l'éthique des affaires (honnêteté, travail...). Il s'agit ici de processus de fabrication d'une image qui est investi dans le « marketing social du marabout ».

Enfin dans le secteur de l'agriculture l'appartenance confrérique se décline

dans une relation plus classique à savoir l'usage des adeptes comme main-d'œuvre gratuite (volontariat des adeptes) ou acquisition de terres.

Cet ouvrage au-delà de l'exemple sénégalais invite à une réflexion sur la flexibilité du rapport religion-politique et les capacités d'ajustement et de recomposition des acteurs religieux, qui, au total peuvent être perméables et sensibles à des questions pressantes du

siècle. Ceci tout en négociant des positionnements qui ne sont pas nécessairement de l'ordre de l'instauration d'un Etat à leur dévotion et sans alternative pour la question de sa laïcité. Les contributions regroupées ici, participent ainsi à un éclairage des processus de sécularisation en cours dans l'Afrique contemporaine.

